

EURODÉFENSE - FRANCE



Paris, le 14 décembre 2017

COMPTE RENDU DU PETIT-DEJEUNER DEBAT **AVEC LE VICE-AMIRAL D'ESCADRE (2S) CHARLES-ÉDOUARD de CORIOLIS** *Ancien Représentant militaire France auprès de l'UE et l'OTAN*

Sur le thème :

"UE et OTAN : Comment réussir à deux ?

Les raisons pour lesquelles ambition et mariage ne font pas souvent bon ménage."

Vous avez rappelé ma dernière affectation. Selon moi, cette double casquette UE et OTAN est très importante. Tous les pays membres de l'UE et de l'OTAN font de même. Nous, les militaires, sommes d'ailleurs les seuls dans ce cas. Nous avons ainsi une double vision à Bruxelles et pouvons synthétiser les aspects communs des dossiers. C'est aussi un point que nous envient nos camarades diplomates. Quand je suis arrivé à Bruxelles en septembre 2014, je me demandais alors ce que j'allais bien pouvoir faire. Avec les surprises stratégiques causées par les actions du Président POUTINE en Ukraine, par l'élection du Président TRUMP, par le vote du Brexit, et malheureusement à cause des attentats, nous nous demandions tous les jours ce qui allait se passer et quand arriverait la prochaine rupture.

Voilà ce que je me propose d'évoquer :

- **Les deux organisations.**
- **Les différents "clubs".**
- **La posture française.**
- **Quelques opportunités.**
- **Quelles solutions à la situation actuelle ?**

1. DEUX ORGANISATIONS

● Deux budgets

Qu'est-ce que l'OTAN? L'OTAN est une "grande ONG", avec un budget de 2.2 Milliards d'€, incluant 655 Millions d'€ (2017) pour les équipements, 60% de cette somme est d'ailleurs consacrée aux SIC. Sachant qu'un programme à « 29 pays » nécessite un temps de réalisation de 10 à 15 ans, la capacité d'encaissement annuel de nouvelles demandes est très faible. C'est en gros le budget de l'Ordre de Malte international, un peu plus que celui de la Croix-Rouge internationale. Il est à comparer avec le budget France de l'Aide Publique au Développement : 2.7 Milliards d'€.

De l'autre côté, l'UE n'a pas de budget de Défense en tant que tel, mais 150 Milliards d'€ pour la Commission. Le dispositif Athéna dispose de 70 Millions d'€ de soutien aux opérations de la PSDC, mais c'est du budget Inter-gouvernemental, c'est-à-dire subventionné par les Nations selon une clé de répartition particulière.

→ Le Déséquilibre initial est donc fondamental sur la partie finances !

- Deux Approches : *Globale* pour l'UE, *Holistique* pour l'OTAN. Ce terme "*Approche Globale*" permet à l'UE de mettre en place son pilier juridique, diplomatique, économique et sécurité-défense. Le terme consacré a d'ailleurs changé pour devenir : *l'Approche Intégrée des Conflits et des Crises*.
- Deux Organisations qui sont avant tout *Politiques*. L'UE est le seul véritable outil politique, avec un large panel de possibilités d'actions sur tout le spectre.
- Deux Histoires : "*Plus jamais ça*" (UE), « *Guerre froide* » (OTAN). Quand on visite le *Parlementarium* à Bruxelles, on ne peut qu'être frappé par cela. On le retrouve partout et jusque dans les traités de l'UE. Par exemple, dans les couloirs de la Commission, voir un militaire en uniforme surprend et inquiète toujours. Nous sommes mal vus. Et que dire du Parlement, qui vote les budgets ! Mais il faut convenir que les attentats perpétrés en Europe ont amorcé un véritable changement de posture. On a pu faire le lien entre Défense et Sécurité, entre sécurité Intérieure et Extérieure, ainsi que le lien entre Sécurité et Développement.

→ Deux organisations donc en compétition, concurrence permanente.

Dans le domaine Défense, chacune aimerait bien prendre le pas sur l'autre. Et dans chacune, il y a plusieurs «cercles».

2. DEUX CLUBS

- Les USA sont le "partenaire" OTAN incontournable : un des fondateurs, locomotive, contribuant pour 20% au budget. Mais les USA sont aussi présents à l'UE : discrets du côté militaire, mais très présents dans les autres domaines. Avant mars 2014, le sentiment général était : "vont-ils partir?". Avec le Président Obama, le "Pivot vers l'Asie" était très flagrant. En Mars 2014, tout change : Les USA mettent en place un programme dit ERI "European Reassurance Initiative".
 - Retour d'une 3^{ème} brigade blindée lourde en Europe qui est mobile et "rotationnelle" avec armes et bagages, afin de garder les équipements au dernier standard des armées américaines.
 - Retour en Pologne, Républiques baltes, République tchèque, Roumanie, Bulgarie.Il y a également cette ambiguïté qui correspond bien au président TRUMP. Après chaque élection d'un président US, un mini-sommet de l'OTAN est organisé. Ce fut le 25 mai 2017. Les 28 autres membres attendaient le président TRUMP sur notamment sa détermination envers l'*Article V*...Or, il n'a même pas évoqué ce terme. Alors qu'il apparaissait dans le discours préparé par ses conseillers. Le secrétaire à la Défense MATTIS est cependant venu rassurer tout le monde, avant et après.
- Le Royaume-Uni est l'autre puissance globale en Europe. Notre coopération avec eux est fructueuse, effective et pratique. En 2010, le Président SARKOZY et le Premier ministre David CAMERON signaient les accords de Lancaster House. Aujourd'hui nous sommes côte-côte en Estonie. Depuis sa décision de sortir de l'UE, le Royaume Uni a décidé de prendre plus de place dans l'OTAN, avec l'élection, comme président du Comité militaire, du général Stuart PEACH, actuel CEMA UK, qui remplacera le général tchèque Petr PAVEL en juin 2018.
- En Allemagne, les armées ont été construites pour être totalement compatibles avec les structures OTAN. Nous sommes alliés au sein de l'UE mais nous sommes vus par eux comme "encombrants" au sein de l'OTAN.
- Sur le flanc Sud, l'Italie aimerait être leader. À l'OTAN, l'Italie nous apprécie car nos positions très proches lui permettent de se réfugier derrière nous. Notamment, les Italiens sont embarrassés quand nous nous retirons

des discussions sur le nucléaire, dès que le sujet de la planification est abordé, car ils se retrouvent en première ligne. À l'UE, nous sommes en opposition de phase : pour l'Italie "seule" compte la Lybie. On peut le comprendre. Les Italiens ont pris de plein fouet le phénomène migratoire. Et ils nous reprochent, en 2011, d'être intervenus avec les Britanniques en Lybie sans leur en avoir parlé.

- Sur le flanc Est : Pologne, États baltes... Le phénomène migratoire ne leur apparaît pas comme un problème. Une seule menace compte, la Russie ! En France, nous avons toujours eu des positions très "divergentes" sur celle-ci : à l'Assemblée nationale, au Quai d'Orsay, dans les cabinets, etc. La position du Président SARKOZY était très claire : "Ce ne sont pas des alliés, mais des *partenaires*". Quand j'ai posé la question plus récemment : "quelle est notre position envers la Russie", j'ai eu des réponses d'attente.

3. LA POSTURE FRANÇAISE

- À l'OTAN, nous sommes suspects : "*Vous avez VOTRE feuille de route et elle est d'abord française !*" C'est dommage car en 2009, quand nous sommes rentrés dans le commandement militaire intégré, le but était justement de lever toute l'ambiguïté sur notre position. Pourtant, soyons réalistes, notre position aide certains pays qui se réfugient derrière nous.

J'interprète ce retour dans le commandement militaire intégré comme la première phase nécessaire pour développer les accords de défense franco-britanniques. Jamais le Président SARKOZY n'aurait pu signer les accords de Lancaster House s'il n'avait fait ce premier pas. Juste après son élection, le Président HOLLANDE a reçu le rapport VÉDRINE sur ces sujets. Il présentait vraiment le minimum du minimum : "*Puisque nous y sommes, nous restons, mais avec comme sous-entendu, nous ne l'aurions pas signé !*"

Mettez cela en regard du pourcentage du PIB alloué à la Défense depuis 2007. L'érosion est lente mais tout à fait continue. Le président SARKOZY voulait compenser cette érosion par des mutualisations. On retrouve un peu cet esprit-là dans le discours du Président MACRON dans la coopération qu'il souhaite avec l'Allemagne et avec l'Union européenne.

- Le Quai d'Orsay montre une certaine réserve envers l'OTAN, qui apporte pourtant une interopérabilité exceptionnelle. À l'échelle de la défense l'UE ne sait pas construire un système d'information et de conduite d'une opération au niveau tactique. L'OTAN apporte cela ! Nous avons développé, face à la Russie, quelque chose que nous avons du mal à nommer : ce n'est pas une opération, pas une mission... nous disons "Enhanced Forward Presence" (EFR). Car il fallait rester dans le cadre de l'accord OTAN-Russie signé en 2002. Pour ne pas que cette présence soit "permanente" ou "persistante" elle est "rotationnelle" et multinationale. Le Quai d'Orsay voulait cela au titre de la "réassurance". L'État-major des Armées était plutôt contre, n'en voyant pas l'intérêt. L'Armée de terre a emporté la décision : « *Il faut y être sinon on risque de perdre une des composantes du spectre de notre panel de capacités.* »
- Les autorités militaires ont une confiance limitée envers OTAN et UE pour mener des opérations de haute intensité. Avec les Britanniques, nous sommes allés au combat, la confiance est là, après avoir partagé beaucoup pendant les deux guerres mondiales, Suez (1956) et la Lybie (2011). Avec les Allemands, il y a la confiance, mais nous connaissons leurs limites (nous les leur avons imposées après 1945). Notre nouveau CEMA, le Général LECOINTRE a été le premier commandant de l'opération EUTM Mali. Ce fut un succès et cela matérialise bien ce que peuvent faire UE & OTAN.
- Dans l'OTAN, SACT est une position très importante mais contre laquelle il y a des attaques répétées, insidieuses, du Royaume Uni en particulier.
- Défense européenne. Tout ce qui a trait au fonds européen de défense est ressenti comme une promotion déguisée de notre industrie de défense. Ce qui est très injuste d'ailleurs car ce que les Allemands ont promu avec l'initiative "Framework Nation Concept" est très exactement le renforcement de leur industrie. Les pays de l'Est quant à eux espèrent profiter des opportunités pour reconstruire leurs industries nationales.

4. OPPORTUNITÉS

J'ai identifié trois opportunités de coopération entre UE et OTAN.

- Le domaine maritime
On le voit bien en Méditerranée, toute opération, de UE ou de l'OTAN, nécessite toujours des moyens européens.

Il y a de temps en temps un navire canadien, quasiment plus d'américain. Les USA avaient une classe de bâtiments très pratique, les Oliver Hazard PERRY, petites frégates de 4000t. Ils les ont démantelées pour se concentrer sur les destroyers Aegis spécialisés dans la défense anti-missile, au détriment du reste. Puisque donc ces navires sont européens, qu'ils soient sous pavillon UE ou OTAN n'a pas d'importance.

Regardez nos vieux Avisos, qui ont plus de 40 ans. Ils passaient sans difficulté de l'opération SOPHIA (UE) à une activité en mer Égée pour du contrôle de migrants (OTAN), puis allaient rechercher des boîtes noires du vol d'Egyptair qui s'était abîmé en mer, puis revenaient vers SOFIA ou vers FRONTEX... sans aucune difficulté. Leur vrai chef est le CPCO à Paris. Le plus important n'est pas d'avoir des états-majors mais d'avoir des moyens.

Regardons ATALANTE, destinée à lutter contre la piraterie. Cette opération de la PSDC est un vrai succès, elle a "canalisé les conséquences" de la piraterie, mais n'a pas éradiqué les causes. En parallèle, OCEAN SHIELD (OTAN), fut un échec et fermée fin 2016. Les raisons du succès d'ATALANTE sont les suivantes :

- ✓ puissance économique de l'UE,
- ✓ UE, entité juridique, capable de passer des traités avec des pays tiers (l'OTAN ne sait pas faire),
- ✓ règles d'engagement beaucoup plus musclées côté UE que côté OTAN.

→ Pour le Maritime donc, pourquoi 2 organisations, 2 commandements, 2 OHQ ?

- Le "capacity building", soit la capacité de reconstruire des outils de défense dans des "états faillis". Je n'ai là jamais eu de retour ou d'instruction de Paris. Prenons par exemple l'Irak, avec une opération UE civile et une opération OTAN pour la reconstruction d'un outil de défense. Les deux organisations évitent surtout de coopérer, et pourtant elles sont hébergées sur la même emprise. Voilà deux opérations à tout petit budget dont l'essentiel est dédié à la protection des personnels. C'est absurde. Tant qu'on n'aura pas décidé que :

→ Le "capacity building" c'est l'UE, sauf en domaine non permissif où il est dédié à l'OTAN ; On ne pourra pas avancer car il demeurera une concurrence permanente entre UE et OTAN.

- Un "Schengen militaire". Les infrastructures historiques de l'OTAN s'arrêtent à la frontière des ex-pays de l'EST, au mur de Berlin. C'est logique puisqu'elles ont toutes été construites entre les années 1960 et 1980. Or aujourd'hui il faut pouvoir aller jusqu'en Estonie, Pologne, Bulgarie... Vous vous rappelez les 650 Millions d'€ de budget d'équipements par an. On ne va pas très loin avec ça. Du côté de la Commission, le projet "Trans-European Transport Network" (TEN-T) de la direction générale mobilité et transports est justement construit pour développer les voies de communication à travers l'Europe (axes Nord/Sud et Est/Ouest). Son directeur est estonien, il est à la tête d'un budget colossal, d'environ 3.5Milliards d'€/an sur 10 ans. Nous avons là une occasion unique de faire coïncider les réseaux de l'UE avec les infrastructures de l'OTAN ! Encore faut-il se parler. Les alliés ont redécouvert ce que veut dire le mot "mobilité". Par exemple, les chars américains Abrams, convoyés par le réseau ferroviaire, ne passaient pas dans certains tunnels. Un autre exemple concerne l'écartement entre rails différents selon les pays. Ce sujet est devenu une priorité : le Secrétaire général de l'OTAN et la Haute-représentante de l'UE s'en sont emparés et un projet sera présenté au Parlement de l'UE au printemps 2018.

CONCLUSION

→ Il faut une approche par le bas (bottom-up) avant de passer par le haut (top-down).

→ Quelle place voulons-nous donner aux Britanniques dans la PSDC ?

→ Quelle coopération germano-britannique ?

→ Quelle place pour les USA ?

- Il ne sert à rien de partir des concepts. Il faut partir des projets. Les accords de Lancaster House ont été réalisés sur ce principe. Il convient d'isoler des briques de coopération, les rassembler par paquet et les donner aux diplomates pour qu'ils en déduisent une stratégie.
- Le Brexit a été très perturbant et reste perturbateur. Nos camarades militaires britanniques étaient autant désolés que nous. Nous avons des instructions très formelles des cabinets de ne rien faire avec les militaires britanniques tant que Michel BARNIER n'aurait pas fini sa négociation de la phase 1. On ne pouvait pas séparer les paquets d'un point de vue macroscopique. D'un point de vue défense cependant, sans les Britanniques, on ne peut pas faire grand-chose.

- Le triangle France-Allemagne-Royaume-Uni. Une seule fois, j'ai eu des difficultés quand j'étais attaché de défense à Londres, alors que j'avais dit au Royal United Services Institute (RUSI)
*" Il y a une forte coopération franco-britannique, Il y a une forte coopération franco-allemande...
À quand le dernier morceau du triangle : une coopération germano-britannique ?"*
Le ministre de la défense (Liam Fox) me fit appeler pour me dire : "*plus jamais ça !*"
Le 11 novembre à Londres, à l'occasion du "Remembrance Sunday", tous les pays étaient invités sauf l'Allemagne. Cela m'avait frappé.
- Faut-il un "Yalta UE-OTAN" de la défense européenne ? C'est là un sujet tabou pour la France.
- Si les USA avaient poursuivi leur « shift » vers la zone Asie-Pacifique, comment l'Union européenne, et notamment la PSDC, aurait-elle répondu ? Ce n'est pas le cas, non seulement ils ne partent pas, mais ils sont en train de revenir. Quelle place veut-on leur faire dans la défense européenne ?

QUESTIONS - REPONSES

- **Q1** : Quelle est votre vision sur la Coopération structurée permanente ?

R1 : C'est une histoire ancienne à l'échelle de la PSDC. C'est déjà un article du traité de Lisbonne. Il y avait la vision allemande, inclusive, moins ambitieuse et la vision française limitée à quelques pays, beaucoup plus ambitieuse avec en particulier un volet opérationnel et de combat. Cette vision était impossible pour les Allemands et dans ces négociations nous avons rallié les positions allemandes. Je suis dubitatif : sommes-nous armés pour y parvenir ? J'ai déjà évoqué le "Framework Nations concept" allemand qui est tout à fait dans cette lignée : ce projet n'était marqué ni UE, ni OTAN. Les Allemands l'ont proposé partout, l'important pour eux étant de récupérer les budgets permettant de financer ces initiatives. Une opportunité s'est présentée avec le Fonds Européen de Défense, dont l'initiative revient à Thierry BRETON en septembre 2016. Je ne sais pas quel sera l'avenir. Vous savez que la planification financière UE est réalisée sur 6 ans. L'actuelle s'arrête en 2020. 2018 sera une année très importante, d'examen à mi-parcours mais aussi de préparation de la prochaine planification [2021-2027].

A l'UE, on aime bien procéder avec des "laboratoires". Avant de lancer un grand projet, il y a des "Actions préparatoires". Il s'agit d'un "mini-projet" avec le même type de gouvernance afin d'évaluer sa viabilité. Pour le projet R&D de Défense, nous en étions à l'Action préparatoire. Le Parlement a accepté d'investir 90Mn€ sur 3 ans. À comparer aux 800Mn€ que la DGA dépense tous les ans pour la même R&D. Mais l'UE a l'ambition d'augmenter cette ligne de financement à 500Mn€/an à partir de 2021.

Sur la partie "Capacitaire" on a franchi un pas. En parler est déjà une nouveauté. Mais les projets ne peuvent venir que des États-membres, avec des règles précises : 2 pays et 3 industriels, la Commission ne sert que de levier amplificateur. Là aussi 500M€ sur deux ans (2019 et 2020) pourraient servir de test.

Je pourrai donc envisager une réponse à votre question lorsque je verrai comment nous allons dépenser les 500Mn€ en 2019 et 2020 sur ce projet "Approche capacitaire". Cela proviendra-t-il de la Coopération Structurée Permanente (CSP) ? La Commission pourrait doubler le chèque à partir de 2021 si c'était le cas.

- **Q2** : La "compétition" UE-OTAN, est-ce plutôt un stimulant vers une Défense européenne ou un obstacle? "L'interopérabilité c'est l'OTAN", alors n'est-ce pas un obstacle pour qu'elle se développe à l'UE? Notre position de SACT serait-elle affaiblie par la création d'un 3^{ème} commandement stratégique ?

R2 : Le SG-OTAN et la HR-UE, affichent une entente parfaite ! Mais à Varsovie, le trio qui a signé ne comprenait pas la Haute Représentante. Il y a eu aussi une compétition féroce entre le général Denis MERCIER (SACT) et l'ambassadeur Jorge DOMEQ (directeur exécutif AED). Dans une coopération, il y a toujours un "menant" et un "mené". Tout le monde est d'accord pour coopérer, à condition d'être le "menant". L'OTAN dit "j'ai les structures de commandement, ce que vous UE n'avez pas". La question de l'OHQ européen reste omniprésente. Elle a été contournée, par la création de la "*Military Planning and Conduct Cell*". Ce fut épique avec les Britanniques qui n'ont finalement lâché qu'à cause du Brexit. L'étape suivante serait de sortir cette MPCC de l'état-major UE pour en faire une entité à part entière... Mais l'OTAN dispose d'une chaîne complète de structures de commandement.

La partie commandement fait pencher la balance côté OTAN, la partie "Approche globale" fait pencher la balance côté UE. Finalement, ce qui résoudrait tout serait que les Américains s'en aillent.

- **Q3** : Je voudrais porter un témoignage, la représentation militaire française à l'UE-OTAN a toujours apporté un soutien à SACT. Depuis le début de ces relations UE-OTAN, il me semble qu'il y a un hiatus. On ne doit pas comparer OTAN-UE me semble-t-il mais OTAN-PSDC. De même, SACT & AED ne font pas le même métier. SACT a un rôle dans la planification capacitaire et ceci manque encore à la PSDC. Le statut de l'AED reste ambigu à cet égard.

On assiste certes à une résurgence des états-puissance, mais les menaces ont changé de nature. On l'a vu avec la Géorgie, l'Ukraine, et avec les menaces "hybrides". Que montrent ces menaces "hybrides" sinon précisément ce continuum entre Défense et Sécurité. L'OTAN reste l'outil de la Défense collective. Qui doit représenter l'outil de la Sécurité collective ?

Ma crainte est qu'avec la nouvelle structure de l'OTAN, on ne rentre dans cette dynamique de la Sécurité collective et qu'alors la PSDC perde sa raison d'être aux yeux même des Européens.

Se pose aussi le problème de l'OCCAR, qui n'est pas une institution UE en tant que telle. A cet égard, il est intéressant de regarder comment l'Allemagne, les Pays-Bas, le Luxembourg ont acheté des MRTT. Le montage industriel est hallucinant :

- ✓ L'AED fut l'incubateur d'idée,
- ✓ L'agence NSPA de l'OTAN les a achetés, parce que hors-taxes ;
- ✓ L'OCCAR reprend le tout, avec les industriels...

→ C'est la NSPA qui "possède" de facto les avions. Mais elle les a achetés 20% moins chers et l'AED n'y a rien pu faire. Et encore, là les avions existaient déjà !

La partie capacitaire de l'AED est compliquée. Du côté OTAN le processus capacitaire est très lourd, mais complet, et il me semble que les pays s'y sont ralliés. Qui fait quoi? Qui paye quoi? C'est le grand problème de la stratégie globale.

Il y aura assez rapidement un bon sujet pour voir si nous avons fait des progrès : il s'agit du successeur de l'Awacs, à l'horizon 2035 : des financement UE et des idées OTAN. Nous sommes tout à fait dans le processus capacitaire... Si le remplaçant des Awacs est américain ce sera un système de systèmes, à base de F35.

Parenthèse d'un auditeur sur le CDP :

Le CDP précédent ne mentionnait que les programmes qui devaient être faits en coopération. L'idée du nouveau CDP, qui se construit actuellement à l'AED, est d'inclure toutes les capacités nécessaires à l'UE, qu'elles soient par la suite réalisées en coopération, en national, ou en bi ou en tri-national.

Le problème est l'adéquation de la vision stratégique et des moyens alloués. Il y a discordance entre les deux.

Q4 : Vous avez rappelé que le Président TRUMP avait refusé de prononcer le mot "article V" lors de sa première intervention devant le Conseil de l'OTAN. Qu'aurions-nous donc fait, nous Européens à supposer qu'effectivement, à la suite de Mr TRUMP, les Américains soient sortis de l'OTAN, qui est je le rappelle un *binôme* {Américains + article V}? J'imagine deux options :

- devenir "neutres" comme la Suisse,
- assumer nous-mêmes notre Défense, y compris la défense collective.

R4 : Je montrais souvent deux courbes. Celle du pourcentage du PIB alloué aux budgets de défense dans les pays européens de l'OTAN : en 2017, la moyenne est d'environ 1.3%. Pour la deuxième, les USA sont à 3.3%. L'un des grands acquis du sommet d'août 2014 au Pays de Galles est d'avoir fixé cet objectif de 2%, dont 20% pour les équipements de Défense. Depuis 1962, les budgets de Défense n'arrêtent pas de décroître. Avec cela donc, vous avez raison, on ne pourrait pas prendre à notre compte la Défense européenne.

Il faut donc commencer à remonter "la pente" et ceci dans le contexte de contraintes budgétaires que tous connaissent. Je pourrai répondre quand nous serons tous à 2%.

Il y a la brique finance. Il y a la brique interopérabilité et donc des standards. Ce n'est pas parce que les Américains ont une place prépondérante qu'il ne faut accepter que leurs standards. Si les Américains partaient demain, nous serions en mauvaise posture, mais pensons à après-demain et faisons alors en sorte de pouvoir agir sans eux.

● **Q5 :** Un mot reste tabou : le nucléaire ! Il est tabou en Europe, à l'UE, peut-être un peu moins à l'OTAN. Le départ de la Grande-Bretagne de l'UE changera-t-il quelque chose ?

R5 : Il faudrait poser cette question au Président MACRON lui-même. Il est le seul à pouvoir répondre. Je peux juste témoigner de ce qu'en 2008 lorsque le Président SARKOZY prononça son discours de Cherbourg sur la dissuasion, il avait proposé une dissuasion nucléaire élargie à tous les pays d'Europe. A ma connaissance, dans le domaine public, il n'y a jamais eu de réponse. Plus que taboue, je pense que la question effraye.

A l'OTAN, notre position a évolué. SACT, le seul Français présent au Nuclear Planning Group (NPG), est capable d'entendre et de passer nos messages. Depuis le Président HOLLANDE et son discours d'Istres, on accepte de parler de *Politique* nucléaire mais on refuse toujours de parler de *Planification* nucléaire. D'ailleurs, il y a un hiatus sur ce mot même car les Français et les autres membres ne mettent pas le même contenu derrière celui-ci.

Nous étions donc deux puissances européennes nucléaires dans les instances UE, OTAN et Conseil de sécurité de l'ONU. Quand le Brexit sera effectif il n'y en aura formellement plus qu'une...

→ Quelle sera la place UK-post-Brexit dans la PSDC ? On verra, ce n'est pas pour tout de suite car il y a beaucoup de préalables à régler avant. Ceci dit, je ne vois pas comment les choses pourraient beaucoup changer ?

Je ne pense pas non plus que nous ayons intérêt à être la seule puissance nucléaires de l'UE...La partie "parapluie nucléaire" est implicite ! Personne ne demande d'ailleurs d'explicitier.

Vous avez vu que l'Assemblée générale de l'ONU a voté par 130 pays l'interdiction des armes nucléaires l'an dernier. Parmi eux il y avait les Pays-Bas. Or ce pays, comme la Belgique, héberge sur son sol des avions à capacité nucléaire. Il y en a aussi en Italie, mais les Italiens ne veulent absolument pas que cela entraîne un débat dans le domaine public. La chancelière allemande a décidé le retrait du nucléaire civil, elle héberge elle aussi des avions à capacité nucléaire. Il y a encore le cas de la Turquie, avec le Président ERDOGAN...C'est donc un sujet très compliqué et éminemment sous contrôle de l'Élysée. Il faudra attendre le discours du Président qui est traditionnellement vers mi-mandat.

- **Q6** : J'ai été impressionné par les résultats du conseil de défense franco-allemand de juillet, et il ne faudrait pas perdre la dynamique créée. Qu'en pensez-vous, et quid du projet de satellite d'observation allemand, contraire aux accords avec nous ?

Sur la Pologne, sentez-vous dans la dernière période des évolutions par rapport à son alignement très pro-américain ?

R6 : Sur le franco-allemand, quels sont les projets ? D'un point de vue opérationnel, par exemple dans Barkhane, les Allemands sont tout à fait prêts à nous aider dans le domaine du transport logistique, du médical, mais ne sont pas prêts à mener des opérations de combat à nos côtés. La coopération réelle de défense ne peut se cantonner par ailleurs aux aspects industriels. Nous avons tenté d'attirer les Allemands sur ce sujet en début 2017 et avons échoué. Ce n'est pas tellement la Chancelière qui a refusé, c'est le Bundestag qui a bloqué. Et c'est une raison pour lesquelles a été arrêtée Active Endeavour (OTAN et donc attachée à l'article V) transformée en Sea Guardian pour que le Bundestag puisse avoir son droit de regard.

Il est vrai qu'on a acheté des fusils d'assaut aux Allemands l'an dernier... mais la question est de savoir si nous irons plus loin.

A ce stade, dans les comptes rendus des Conseils Franco-Allemand Défense et Sécurité, je n'ai jamais vu de répartition équitable. On verra la nouvelle direction du management d'Airbus. Cependant, notez qu'au Mali, plus généralement au Sahel, les Allemands ont vraiment pris leur part: non seulement en soutien logistique, en soutien transport, mais également en projets. Ils dépensent de l'ordre de 100Mn€/an sur cette zone-là. Et c'est pourquoi j'aime bien cette opération: une idée française a pu être transformée en une opération européenne.

Sur la Pologne, je dirais qu'elle a compris que pour influencer sur un projet il faut en faire partie. Ensuite je vous répondrai vers 2020 lorsque je verrai les projets retenus par la Commission.

Conclusion

L'avenir est à un "OTAN bras armé de l'UE". Mais nous sommes encore à plusieurs générations de cette réalisation, qui doit forcément arriver, chacun ayant sa part et chacun dans son rôle.

Regardez ce qu'il se passe en Mer de Chine : les Américains auront peut-être un jour suffisamment à faire "de l'autre côté" pour nous dire "vous Européens, débrouillez-vous ou du moins prenez votre part du fardeau!"

J'entends ce message des Américains de façon continue depuis que j'ai fait le collège de l'OTAN en 2005.

Il faut aussi faire vivre notre industrie de Défense et pour cela le fonds d'investissement est indispensable.

Nous savons qu'il y a un gap important entre US et UE mais si on laisse le fossé se creuser en R&D nous deviendrons fatalement à un moment des "clients captifs". En 1988, quand Monsieur Girault a signé le premier contrat Rafale, le chef de la Marine voulait des F18 pour en disposer tout de suite. Si nous avions pris alors des F18 nous n'aurions jamais eu de Rafale, nous serions "captifs" et candidats pour des F35 aujourd'hui. Probablement Dassault ne fera pas tout seul le remplaçant du Rafale. Comment s'organise-t-on pour faire la suite ? Regardez la difficulté pour réaliser One-MBDA.

1. Il faut un message politique d'abord.
 2. Cela permet aux industriels de s'organiser.
- Enfin seulement viennent les contrats.